



RÈGLEMENT FINANCIER DU GIP RECIA

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 02.12.2021

Préambule

Le conseil d'administration établit un règlement intérieur et un règlement financier relatifs au fonctionnement du GIP (article 21 de la convention constitutive). Ces règlements sont proposés par le conseil d'administration à l'approbation de l'assemblée générale.

- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié par les décrets n° 2018-803 du 24 septembre 2018, n°2019-1443 du 23 décembre 2019 et n°2021-29 du 14 janvier 2021 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) auquel est soumis le Groupement de par son choix (article 14 de la convention constitutive) et les dispositions des titres Ier et III qui lui sont applicables.

Toutefois, le Groupement n'est soumis qu'aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 175 et les articles 178 à 185 et 204 à 208 relatifs à la comptabilité budgétaire en autorisations d'engagement et crédits de paiement limitatifs, ne lui sont pas applicables.

Les dispositions de la section 2 « contrôle budgétaire » du chapitre IV du titre III du décret susvisé ne s'appliquent pas aux GIP soumis aux règles de la comptabilité publique ;

- Vu le recueil des règles budgétaires des organismes publié par arrêté du 7 août 2015 modifié ;
- Vu l'instruction du 14 décembre 2020 sur « l'instruction comptable commune » (BOFIP-GCP-20-0010)
- Vu la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit en ses articles 98 à 122 ;
- Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux Groupements d'intérêt public ;
- Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des Groupements d'intérêt public ;
- Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux Groupements d'intérêt public ;
- Vu l'arrêté préfectoral régional d'approbation de la convention constitutive modificative du GIP RECIA du 23 mars 2021 ;
- Vu la convention constitutive modifiée approuvée par l'assemblée générale du GIP RECIA le 4 décembre 2020 ;
- Vu le règlement financier du GIP RECIA approuvé en conseil d'administration le 15 mars 2018 et en assemblée générale le 4 avril 2018 ;
- Vu le règlement financier modifié du GIP RECIA approuvé en conseil d'administration le 22 octobre 2021 et proposé à l'assemblée générale du 2 décembre 2021 ;

SOMMAIRE

<i>Préambule</i>	<i>1</i>
CHAPITRE I – DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES.....	3
<i>Article 1 : Ordonnateur et délégation de signature.....</i>	<i>3</i>
<i>Article 2 : Budget du Groupement</i>	<i>3</i>
<i>Article 3 : Exercice budgétaire.....</i>	<i>6</i>
CHAPITRE II – DISPOSITIONS COMPTABLES	7
<i>Article 4 : Comptabilité du GROUPEMENT.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 5 : Agent comptable du GROUPEMENT</i>	<i>7</i>
<i>Article 6 : Compte financier.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 7 : Régie d'avance et de recettes.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 8 : Opérations de recettes.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 9 : Opérations de dépenses</i>	<i>8</i>
<i>Article 10 : Opérations de trésorerie</i>	<i>9</i>
<i>Article 11 : Ligne de crédit/prêt.....</i>	<i>9</i>
CHAPITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRIBUTIONS DES MEMBRES	9
<i>Article 12 : Contributions des membres</i>	<i>9</i>
CHAPITRE IV – COMMANDE PUBLIQUE ET COMMISSION CONSULTATIVE DES MARCHÉS.....	10
<i>Article 13 : Principes généraux.....</i>	<i>10</i>
<i>Article 14 : Personne responsable des marchés</i>	<i>10</i>
<i>Article 15 : Commission consultative des marchés.....</i>	<i>10</i>
CHAPITRE V – ASPECTS FISCAUX	11
<i>Article 16 : Principe d'assujettissement</i>	<i>11</i>
<i>Article 17 : Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	<i>11</i>
<i>Article 18 : Impôt sur les Sociétés et Impôt sur le Revenu</i>	<i>11</i>
<i>Article 19 : Impôt et Taxes sur les rémunérations.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 20 : Impôt locaux</i>	<i>11</i>
<i>Article 21 : Domanialité du Patrimoine du GROUPEMENT</i>	<i>11</i>
CHAPITRE VI – OPÉRATIONS COURANTES DU GROUPEMENT	12
<i>Article 22 : Rémunérations et défraiement du personnel</i>	<i>12</i>
<i>Article 23 : Titres restaurant.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 24 : Frais de déplacement.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 25 : Déplacement du Directeur.....</i>	<i>12</i>
<i>Annexe : Recueil des articles, de la convention constitutive et des décrets, mentionnés dans le règlement financier</i>	<i>14</i>

CHAPITRE I – DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES

Article 1 : Ordonnateur et délégation de signature

L'ordonnateur des dépenses et des recettes est le Directeur du Groupement conformément à l'article 20 de la convention constitutive et à l'article 186 du décret susvisé.

Le Directeur peut déléguer sa signature en tant que de besoin, de façon permanente ou temporaire et doit en informer le conseil d'administration.

La délégation de signature doit être notifiée à l'agent comptable du Groupement.

Le document de délégation de signature listera tous les actes pouvant être signés par le délégataire ainsi que les seuils applicables à chaque type d'acte.

Article 2 : Budget du Groupement

Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (décret GBCP) a unifié le cadre budgétaire et comptable des organismes qui y sont assujettis. Ses modalités de mise en œuvre sont précisées dans les arrêtés pris pour son application, en particulier le recueil des règles budgétaires des organismes publié par arrêté du 7 août 2015 modifié.

Ce dernier détaille notamment les référentiels budgétaires qui doivent obligatoirement être mis en œuvre par les organismes, les règles d'approbation des budgets, le format des tableaux budgétaires composant le dossier fourni à l'organe délibérant pour le vote des délibérations financières.

Le budget du Groupement correspond à l'année civile et les autorisations qu'il prévoit sont annuelles (article 175 du décret GBCP).

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses du Groupement (article 7 du décret GBCP).

Il prévoit et autorise les emplois et engagements de dépenses du Groupement.

Le budget initial peut être modifié par des budgets rectificatifs adoptés en cours d'exercice.

Le dossier de présentation du budget initial comprend la note de présentation de l'ordonnateur (A), ainsi que les tableaux budgétaires (B).

a) La note de présentation de l'ordonnateur (A)

Le budget général est une agrégation des sous-budgets des différents projets du Groupement. Ces sous-budgets sont ventilés dans 3 composantes principales intitulées « Socle, Animation et Conseil », « prestations mutualisés » et « charges de Direction ».

Chaque sous-budget est décliné par compte budgétaire, notamment « 60 – Achats », « 61/62 - Autres charges externes », « 63 - Impôts, taxes et versements assimilés », « 64 - Charges de personnel », « 68 - Dotations aux amortissements et aux provisions », ainsi que 20 et 21 pour les immobilisations incorporelles et corporelles.

La note de présentation de l'ordonnateur est destinée à éclairer les administrateurs sur la nature et les enjeux des décisions soumises à leur vote. Elle donnera toutes les explications opérationnelles justifiant des dépenses prévisionnelles et présentera les évolutions les plus significatives entre les différents budgets successifs.

L'ordonnateur présente aux administrateurs les éléments de construction de sa comptabilité analytique, en vue d'éclairer les décisions d'organisation ou de gestion. Il produit notamment la nature des charges ventilées, les clés de répartition utilisées et s'astreint aux règles de pertinence, transparence et permanence des méthodes.

b) Les tableaux budgétaires (B)

Le dossier de présentation du Groupement du budget initial, des budgets rectificatifs et du compte financier comprend les tableaux suivants :

- Tableau 1 : Présentation des emplois ;
- Tableau 2 : Compte de résultat prévisionnel et état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés ;
- Tableau 3 : Budget par destination (obligatoire) et par origine (facultatif) ;
- Tableau 4 : Opérations pour compte de tiers, le cas échéant ;
- Tableau 5 : Plan de trésorerie ;
- Tableau 6 : Opérations pluriannuelles (prévisions), le cas échéant ;
- Tableau 7 : Compte de résultat détaillé (facultatif) ;
- Tableau 8 : Tableau de financement détaillé (facultatif) ;
- Présentation fonctionnelle du budget.

Le tableau 2 regroupe le compte de résultat agrégé prévisionnel, la capacité d'autofinancement, l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés duquel découle la variation du fonds de roulement ainsi que, à titre complémentaire pour information, les niveaux de fonds de roulement, de besoin en fonds de roulement et de trésorerie. Les variations de trésorerie et, par déduction, de besoin en fonds de roulement, figurent aussi pour information.

Les tableaux 1 et 2 sont soumis au vote de l'organe délibérant ; les tableaux 3, 4, 5 et 6 sont obligatoirement présentés à l'organe délibérant pour son information, afin d'éclairer et de justifier les tableaux soumis au vote.

Les tableaux 7,8 et fonctionnel sont facultatifs. Ils peuvent être présentés aux administrateurs pour permettre une lecture plus fine (par compte comptable et par financeur) des dépenses et des recettes du Groupement.

► Tableau 1 : Autorisation d'emplois

Ce tableau présente le plafond d'autorisations d'emplois voté par le conseil d'administration portant sur l'ensemble des emplois rémunérés par le Groupement par catégorie de personnel (titulaires, contractuels, ...).

La note de l'ordonnateur a vocation à commenter ce niveau d'emplois autorisés, la répartition de ces emplois et l'enveloppe de dépenses de personnel qui y est associée au regard de la mise en œuvre des missions et activités du Groupement.

► Tableau 2 : Autorisations budgétaires

Le compte de résultat prévisionnel est présenté par enveloppe ayant un caractère non limitatif : Personnel, Fonctionnement, Investissement, Intervention le cas échéant.

L'enveloppe est l'unité budgétaire sur laquelle le conseil d'administration vote.

Les mouvements à l'intérieur des enveloppes votées par le conseil d'administration sont de la compétence de l'ordonnateur.

Cependant, afin d'assurer l'information du conseil d'administration, les modifications intervenues à l'intérieur des enveloppes et/ou le dépassement des enveloppes, dans l'intervalle de deux budgets rectificatifs, seront reprises pour mémoire, lors de la présentation du prochain budget rectificatif ou du compte financier.

Le budget fait apparaître, sur le compte de résultat prévisionnel agrégé et le tableau de financement prévisionnel agrégé, la totalité des opérations de dépenses par enveloppes et des recettes prévues au cours de l'exercice.

- **Le compte de résultat prévisionnel**

Ce tableau décrit la prévision de l'activité courante du Groupement pour l'exercice considéré. Il vise à traduire l'impact prévisionnel en droits et obligations constatés :

- Des opérations de dépenses et de recettes,
- De la variation prévisionnelle de valeur des actifs du Groupement sur l'exercice (amortissements et dépréciations),
- De toute autre variation prévisible de la situation patrimoniale du Groupement ayant un impact sur le résultat.

Le tableau regroupe l'intégralité des produits (compte de classe 7) et des charges (compte de classe 6). Il permet de dégager un résultat prévisionnel qui est porté soit en charges s'il s'agit d'un bénéfice, soit en produits s'il s'agit d'une perte, et à partir duquel est calculée la capacité d'autofinancement (C.A.F.) ou l'insuffisance d'autofinancement (I.A.F.).

- **Calcul de la capacité d'autofinancement**

L'articulation entre le compte de résultat et le tableau de financement se fait par ce tableau relatif à la capacité (ou l'insuffisance) d'autofinancement (CAF/IAF).

Elle se calcule à partir du résultat prévisionnel de l'exercice duquel on déduit toutes les opérations liées à de l'investissement afin de traduire la capacité du Groupement à financer les besoins pérennes liés à son existence. La CAF constitue, à ce titre, une ressource stable.

- **Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

Ce tableau permet de déterminer la capacité / l'incapacité de l'organisme à financer ses investissements en mettant en parallèle :

- les emplois qui traduisent les conséquences prévisionnelles en comptabilité générale des opérations de dépenses prévues dans l'enveloppe d'investissement ;
- les ressources qui traduisent les conséquences prévisionnelles en comptabilité générale des opérations de recettes ;

Il présente la variation du fonds de roulement (augmentation du fonds de roulement ou diminution du fonds de roulement).

- **Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

Ce tableau fait apparaître les éléments du bilan fonctionnel en présentant l'articulation entre le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

➤ **Tableau 3 : Dépenses par destinations et recettes par origine**

Le premier tableau présente la ventilation des dépenses par grandes composantes du budget du Groupement (Prestations mutualisées, Activités du socle, animation, Conseil, Charges de Direction) des charges/immobilisations (Personnel – Fonctionnement – Investissement) à l'exclusion des charges calculées (dotation aux amortissements).

Le deuxième et le troisième tableau ventilent par origine (financeurs du Groupement) les produits/ressources prévues au tableau 2.

Il croise l'axe « Destination » avec l'axe « Origine ». Comme pour le tableau du budget par destination, il permet à l'ordonnateur de présenter à l'organe délibérant la mise en œuvre budgétaire de la stratégie du Groupement ou la structure de son financement selon une nomenclature qui traduit son activité.

➤ **Tableau 4 : Opérations pour comptes de tiers**

Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale en encaissements/décaissements, uniquement en comptes de tiers, s'agissant d'opérations gérées par l'organisme pour le compte de tiers.

► **Tableau 5 : Plan de trésorerie**

Ce document, établi pour l'intégralité de l'exercice N, permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois. Il permet de matérialiser les pics potentiels de besoins de trésorerie au cours de l'exercice.

► **Tableau 6 : Opérations pluriannuelles**

Tant en prévision qu'en exécution, le suivi des opérations pluriannuelles concerne autant les charges/immobilisations que les produits/ressources et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée. Les éléments permettant d'apprécier les modalités de financement et le degré de certitude de l'apport financier (provenant de l'État, d'une collectivité locale, de l'Union européenne, d'un autre tiers) doivent être fournis à l'organe délibérant.

En outre, s'agissant de l'exercice N, le tableau des opérations pluriannuelles permet d'éclairer et justifier une partie des montants inscrits tant en charges/immobilisations qu'en produits/ressources dans le tableau 2 voté par l'organe délibérant.

Article 3 : Exercice budgétaire

a) Budget initial

Le budget est établi sur la base du programme annuel d'activité approuvé chaque année par l'assemblée générale du Groupement.

L'article 176 du décret GBCP prévoit l'adoption du budget initial par l'organe délibérant dans des délais permettant son exécution au 1^{er} janvier de l'exercice auquel il se rapporte. Le budget du Groupement n'étant soumis à l'approbation d'aucune autorité, son adoption doit donc intervenir avant le 31/12 n-1.

Après le vote, il est transmis à l'agent comptable pour exécution.

b) Budget initial non approuvé à la date du 1^{er} janvier

Lorsque le budget n'est pas adopté par l'organe délibérant (conseil d'administration) à la date d'ouverture de l'exercice, il est réputé non exécutoire.

L'ordonnateur peut être autorisé, par l'autorité, à exécuter temporairement les opérations de produits/ressources et de charges/immobilisations strictement nécessaires à la continuité des activités de l'organisme, dans la limite du budget initial de l'exercice précédent (article 176 du décret GBCP). Sans cette autorisation, aucune opération ne peut être exécutée.

La notion de strict fonctionnement inclut les dépenses rendues obligatoires ou inéluctables du fait des engagements pris par l'ordonnateur du Groupement lors des exercices précédents (marchés publics, conventions de subventions, rémunération des personnels, ...).

Les autorisations sont ouvertes à titre provisoire et sont soumises à la ratification dans une délibération présentée au plus prochain conseil d'administration.

c) Budgets rectificatifs

Les budgets rectificatifs sont préparés, votés et approuvés dans les mêmes conditions de forme que le budget initial.

Toutefois, dans le cas où l'organe délibérant (conseil d'administration) ne peut être réuni, un budget rectificatif peut être exécuté sans décision préalable de celui-ci.

Ce budget est entériné lors de la plus prochaine réunion de l'organe délibérant.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Article 4 : Comptabilité du Groupement

La comptabilité du Groupement est tenue par un agent comptable nommé par le ministre du budget conformément aux règles fixées par l'arrêté prévu à l'article 54 du décret GBCP.

La comptabilité de l'organisme comprend une comptabilité générale et, le cas échéant, une comptabilité analytique.

Article 5 : Agent comptable du Groupement

Le comptable est seul chargé des opérations mentionnées à l'article 18 du décret GBCP.

Il est tenu d'exercer les contrôles prévus notamment aux articles 19 et 20 du décret GBCP.

Conformément à l'article 191 du décret GBCP, il s'assure du respect des principes et des règles de comptabilité générale, ainsi que de la qualité du contrôle interne comptable relatifs aux opérations qui lui sont assignées.

Il informe l'ordonnateur des irrégularités constatées dans le cadre de ses contrôles, et peut, à son initiative, enregistrer et rectifier une opération dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé du budget.

Il tient la comptabilité générale du Groupement dans les conditions prévues aux articles 201 à 203 du décret GBCP.

Il peut se voir confier la tenue de la comptabilité analytique dont est chargé l'ordonnateur, le cas échéant.

Il établit le compte financier à la fin de chaque exercice.

Il assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le Groupement met à la disposition de l'agent comptable les équipements qui lui sont nécessaires, notamment en matière d'outil informatique et de conservation et classement des pièces comptables.

Le Groupement dispose d'une application de comptabilité agréée par la Direction générale des finances publiques.

L'agent comptable assure en outre une comptabilisation des valeurs inactives.

Article 6 : Compte financier

Il comprend les états prévus aux paragraphes 3 et 4 de l'article 211 du décret GBCP.

Il est soumis par l'ordonnateur à l'organe délibérant, qui l'arrête, après avoir entendu l'agent comptable, avant la date définie dans les textes réglementaires auxquels le Groupement est soumis (généralement entre le deuxième et le troisième mois suivant la clôture de l'exercice).

Il est accompagné d'un rapport de gestion établi par l'ordonnateur pour l'exercice écoulé, qui, par application du principe de parallélisme des formes, reprends la présentation des documents prévus à l'article 2 – A du présent règlement.

Si les observations de l'agent comptable concernant la qualité des comptes n'ont pas été retenues, l'agent comptable peut annexer au compte financier un état explicitant ces observations.

Dans les deux mois qui suivent l'arrêt du compte financier, l'agent comptable et le président du groupement adressent au juge des comptes, les documents prévus à l'article 214 du décret GBCP.

Article 7 : Régie d'avance et de recettes

Le Groupement peut, le cas échéant, créer des régies d'avances et de recettes dans les conditions fixées par le décret 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

Les actes de création et de modification de régies sont décidés par le Directeur et notifiés à l'agent comptable.

L'agent comptable donne son agrément à la nomination du ou des régisseurs, décidée par le Directeur.

Article 8 : Opérations de recettes

Les opérations relatives aux recettes sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 192 du décret GBCP.

- S'agissant des opérations relatives aux créances du Groupement prévues à l'article 193 du décret GBCP (remises gracieuses, admission en non-valeur, rabais, remises, ristournes à des fins commerciales), elles sont prises sur délibération de l'organe délibérant (conseil d'administration) après avis de l'agent comptable du Groupement.
- Conventions conclues par l'ordonnateur (article 187 du décret GBCP) :

La conclusion des conventions procurant des recettes au Groupement relève de la compétence de son Directeur, toutefois, une décision de l'organe délibérant est nécessaire pour les recettes dans les cas suivants :

- Aliénation de biens immobiliers ;
- Acceptation de dons et legs faits sans charge, condition ou affectation immobilière ;
- Baux et locations d'immeubles ;
- Ventes d'objets mobiliers ;
- Le cas échéant, autres conventions prévues par le statut du Groupement.

- Moyens d'encaissement des recettes du Groupement :

Les recettes du Groupement sont encaissées dans les conditions prévues par l'arrêté du 1er juillet 2019 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret GBCP relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques.

Article 9 : Opérations de dépenses

- **Engagement des dépenses :**

Le Directeur procède à l'engagement des dépenses dans le respect du budget initial et des budgets rectificatifs votés par le conseil d'administration.

- **Réquisition de l'agent comptable :**

Les dispositions prévues à l'article 195 du décret GBCP sont applicables au Groupement à l'exception de son 4°, le défaut de saisine du contrôleur chargé du contrôle économique et financier n'étant pas un motif pour ne pas déférer à l'ordre de réquisition, tant que la procédure du visa n'est pas instaurée pour le Groupement.

- **Dépenses payables sans ordonnancement préalable :**

L'agent comptable peut, sur demande du Directeur, payer avant ordonnancement les dépenses listées à l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses dont le paiement peut intervenir avant service fait.

- **Moyens de règlement des dépenses du groupement :**

Les dépenses du Groupement sont réglées dans les conditions prévues par l'arrêté du 1er juillet 2019 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret GBCP relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques.

Article 10 : Opérations de trésorerie

Les opérations de trésorerie que peut opérer le Groupement sont listées à l'article 196 du décret GBCP.

Le Groupement est tenu de déposer ses fonds au Trésor (article 47 du décret GBCP).

Les fonds déposés au Trésor par le Groupement ne bénéficient d'aucune rémunération et ne peuvent donc être placés, sauf s'il s'agit de fonds libres provenant de libéralités ou d'aliénation d'éléments du patrimoine, ou s'ils ont été autorisés de manière expresse par les ministres chargés de l'économie et du budget dans les conditions prévues à l'article 197 du décret GBCP.

S'ils sont placés, ces dépôts ne peuvent l'être que :

- Sur un ou plusieurs comptes à terme ouverts auprès du Trésor ;
- Sur un compte de placement rémunéré ouvert auprès du Trésor ;
- En titres libellés en euros, détenus directement, émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Article 11 : Ligne de crédit/prêt

Le fonds de roulement du Groupement peut être insuffisant à certains moments de l'année, en fonction des délais de remboursement des membres du groupement, sur les projets engageant des budgets importants.

Le Groupement, sur délibération de l'autorité, peut souscrire auprès d'une banque, un contrat annuel renouvelable, pour l'ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie qui lui permettra de réaliser le paiement des salaires et des factures en attendant le recouvrement des sommes dues par ses membres.

Il en va de même pour la souscription d'un prêt bancaire rendue nécessaire pour la réalisation d'un projet approuvé par le Conseil d'administration.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRIBUTIONS DES MEMBRES

Article 12 : Contributions des membres

Les contributions des membres du Groupement prévues à l'article 9.2 de la convention constitutive prennent notamment la forme d'apports financiers au budget annuel provenant des membres dont la liste est définie en annexe 1 de cette même convention.

Le Groupement procède chaque année, après l'adoption de son budget annuel par le Conseil d'administration, à l'appel des fonds auprès de ses membres.

Les différentes formes d'apports financiers sont ceux prévus à l'article 9.2 de la convention constitutive.

S'agissant des contributions statutaires annuelles, les modalités de calcul sont les suivantes :

- L'année de cotisation correspond à l'année de fonctionnement du Groupement, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre (année civile),

- L'adhésion d'un membre en cours d'année entraîne un montant de contribution calculé prorata temporis sur l'année civile.

Le niveau des contributions statutaires des membres est fixé chaque année par le conseil d'administration, conformément à l'article 18. i. de la convention constitutive.

S'agissant des apports financiers autres que les contributions statutaires, les prestations mutualisées notamment, leur niveau est fixé par décision du Directeur du Groupement.

CHAPITRE IV – COMMANDE PUBLIQUE ET COMMISSION CONSULTATIVE DES MARCHÉS

Article 13 : Principes généraux

En qualité de Groupement d'Intérêt Public, le Groupement est soumis au code de la commande publique, issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Article 14 : Personne responsable des marchés

Le Directeur du Groupement est le représentant du pouvoir adjudicateur.

Il peut déléguer sa signature selon les modalités spécifiées à l'article 1 du présent règlement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur gère l'ensemble de la procédure d'achat, notamment le choix de la procédure à utiliser, le calendrier de la mise en concurrence, la forme du dossier de consultation, le choix des fournisseurs à retenir après analyse des offres reçues, les suites à donner en cas d'appel d'offres infructueux et la signature des marchés.

Article 15 : Commission consultative des marchés

La commission consultative des marchés prévue à l'article 22 de la convention constitutive du Groupement assiste le représentant du pouvoir adjudicateur dans l'analyse des candidatures et des offres, et dans le choix du fournisseur ; son rôle est consultatif. Elle se réunit sans condition de quorum.

Elle est consultée, pour avis, pour les projets de marchés dont la valeur estimée hors taxe du besoin est égale ou supérieure aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République Française (article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le seul décisionnaire sur l'attribution des marchés.

Elle est constituée d'au moins trois personnes :

- Au moins deux membres parmi les représentants des entités suivantes :
 - Région Centre-Val de Loire
 - Services de l'État en Région
 - Un membre du collège 2
 - Un membre du collège 3
- Au moins un membre parmi les suivants :
 - Le Directeur ou son représentant
 - Un ou plusieurs personnels du Groupement choisis, au cas par cas, en leur qualité d'expert et/ou d'utilisateur de la prestation, objet de l'appel d'offres

Des personnes, choisies pour leur compétence dans le domaine concerné, peuvent être invitées ponctuellement à participer, avec voix consultative, à une réunion de la commission.

Le comptable public et le représentant de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes peuvent participer aux réunions avec voix consultative.

La commission peut faire appel au concours d'agents publics compétents en matière de droit des marchés publics.

Dans le respect de ce cadre, la composition précise de la commission est fixée, pour chaque marché public, par décision du Directeur du Groupement.

CHAPITRE V – ASPECTS FISCAUX

Article 16 : Principe d'assujettissement

Le Groupement présente les caractères suivants :

- Exerce une activité qui ne donne pas lieu à partage de bénéfice ;
- Sa convention constitutive est approuvée par arrêté préfectoral ;
- Il est constitué exclusivement de personnes publiques et privées chargées de la gestion d'un service public ;
- Un commissaire du gouvernement peut être nommé par l'autorité d'approbation de la convention constitutive.

Le Groupement peut donc être considéré comme une personne publique.

Article 17 : Taxe sur la Valeur Ajoutée

Comme personne publique, le Groupement est non assujetti pour les activités ou opérations qu'il accomplit dans le cadre de ses missions statutaires.

Article 18 : Impôt sur les Sociétés et Impôt sur le Revenu

Les membres du Groupement sont des personnes morales non assujetties à l'Impôt sur le revenu ni à l'Impôt sur les bénéfices.

Le Groupement n'opte pas pour son propre assujettissement à l'Impôt sur les Sociétés.

Article 19 : Impôt et Taxes sur les rémunérations

Le Groupement est redevable de certaines taxes et participations assises sur les rémunérations versées aux agents en position de détachement et aux agents recrutés directement par lui.

Cet assujettissement concerne notamment :

- la Taxe sur les Salaires ;
- la Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue.

Article 20 : Impôt locaux

Le Groupement est redevable de certains impôts et taxes locaux en fonction des règles propres à ces contributions.

Article 21 : Domanialité du Patrimoine du Groupement

Les biens réformés par le Groupement n'ont pas l'obligation de remise au service des Domaines.

Comme personne morale de droit public, il peut toutefois décider d'un recours au domaine pour procéder à l'aliénation objets mobiliers et matériels sans emploi.

CHAPITRE VI – OPÉRATIONS COURANTES DU GROUPEMENT

Article 22 : Rémunérations et défraiement du personnel

Le Groupement prend en charge l'ensemble des salaires et charges directes et indirectes pour le personnel dont il est employeur direct (personnel recruté, détaché, apprenti).

Concernant l'apport en personnels des membres du Groupement, une convention d'apport précise la répartition respective des charges et les modalités de compensation de celles-ci par le Groupement.

Le personnel mis à disposition par un organisme qui n'est pas membre du Groupement fait l'objet d'une convention précisant les conditions de remboursement de cette mise à disposition.

Article 23 : Titres restaurant

Les personnels rémunérés directement par le Groupement ne disposent, ni sur place ni à proximité des locaux du siège, de restauration collective.

Ils peuvent, de ce fait, bénéficier de titres restaurant dans la limite des crédits budgétaires.

La participation de l'employeur est toutefois limitée à 60% du coût unitaire et plafonnée à la limite financière d'exonération des charges sociales.

Article 24 : Frais de déplacement

La convention constitutive prévoit que les personnels rémunérés directement par le Groupement et ceux dont la rémunération est prise en charge par le budget du Groupement peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacements conformément aux textes en vigueur. Toutefois, un régime plus favorable peut-être mis en œuvre sur une durée déterminée sur autorisation du conseil d'administration. Les modalités de remboursement ainsi que le montant des indemnités sont détaillés dans le règlement intérieur des personnels du Groupement.

Le Groupement dispose de véhicules de service qui peuvent être acquis en propre sous forme d'achat, de location de longue durée ou loués par contrats ponctuel ou de courte durée.

Ces véhicules peuvent être dotés de cartes d'abonnement pour les dépenses de carburant, de péage et de petit entretien.

Les frais de parking et de stationnement des véhicules de service du Groupement peuvent être pris en charge sur le budget de l'établissement, sur la base des justificatifs produits, y compris pour les déplacements à l'intérieur de la commune siège du Groupement.

En cas d'utilisation de véhicules personnels, les dépenses de péage engagés lors de déplacements des personnels du Groupement à l'extérieur de leurs résidences administrative et familiale peuvent donner lieu à remboursement sur la base des justificatifs produits (tickets, facture).

Article 25 : Déplacement du Directeur

Le Directeur dispose, pour ses déplacements, d'un ordre de mission permanent signé par le Président du Groupement.

Il est autorisé, dans ce cadre, à effectuer tous les déplacements nécessaires à ses missions sur le territoire de l'Union Européenne.

Fait à Orléans le 02/12/2021

LE PRÉSIDENT DU GIP RECIA

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Annexe : Recueil des articles, de la convention constitutive et des décrets, mentionnés dans le règlement financier

Convention constitutive

Article 9 - Contributions des membres, moyens du Groupement

...

2) Contributions des membres

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme d'apports financiers ;
- sous forme de mise à disposition sans contrepartie de personnels, de locaux ou de matériel ;
- sous forme de fourniture de prestations.

Les équipements, locaux, logiciels, les autres moyens matériels ainsi que les apports intellectuels mis à la disposition du Groupement pour les besoins de celui-ci par un membre restent la propriété de ce membre.

Les différentes formes d'apports financiers sont les suivantes :

- les contributions statutaires ;
- le financement des prestations fournies par le Groupement à ses membres ;
- les financements publics et privés liés aux projets ;
- les autres subventions ;
- les produits des biens propres ou mis à la disposition du GIP, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle.

Les contributions statutaires sont définies par le conseil d'administration.

Article 14 - Tenue des comptes

La comptabilité du Groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public, conformément aux dispositions des décrets GBCP relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

La tenue de la comptabilité du Groupement est assurée par un agent comptable nommé par arrêté du ministre chargé du Budget selon les règles régissant les établissements publics à caractère industriel et commercial.

L'agent comptable assiste de droit aux séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale du Groupement avec voix consultative.

Après arrêt des comptes annuels par le conseil d'administration, le président du Groupement en collaboration avec le comptable public produit les comptes définitifs et les transmet aux autorités administratives compétentes.

Article 20 - Directeur du Groupement

Sur proposition de son Président, le conseil d'administration nomme un Directeur n'ayant pas la qualité d'administrateur.

Le Directeur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Il prépare les travaux de l'assemblée générale et du conseil d'administration et en exécute les décisions. Il a autorité sur tout le personnel exerçant au sein du Groupement.

Le Directeur assure le fonctionnement du Groupement sous l'autorité du conseil d'administration, et selon les objectifs fixés par celui-ci. Il peut être assisté dans ses fonctions par des collaborateurs de son choix. Il peut déléguer sa signature sous sa propre responsabilité.

Le Directeur est ordonnateur des recettes et des dépenses du Groupement.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur du Groupement engage le Groupement par tout acte entrant dans son objet.

Le Directeur peut faire tout acte conservatoire et interruptif de déchéance. Il peut également, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, engager toute action en justice.

Le Directeur est le représentant du pouvoir adjudicateur du Groupement. Il met en œuvre les règles d'achat de fournitures, de services et de travaux du Groupement en conformité avec l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de tout texte qui viendrait s'y substituer.

Article 21 : Règlement intérieur et financier

Le conseil d'administration propose un règlement intérieur et un règlement financier qui sont soumis pour approbation à l'assemblée générale.

Article 21 – 1 : Le règlement intérieur

Le règlement intérieur, relatif au fonctionnement du Groupement, constitue un élément complémentaire de la convention constitutive. De plus, il apporte des précisions nées des circonstances et de l'amélioration des procédures de fonctionnement du GIP.

Article 21 – 2 : Le règlement financier

Le règlement financier précise les conditions d'adoption du budget initial et des budgets rectificatifs, d'exercice des fonctions de chacune des instances, de gestion des commandes publics, les aspects fiscaux ou encore toutes autres questions financières nécessaires au fonctionnement du GIP.

LOI n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux

Article 236

Des Groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre des personnes morales de droit public ou entre une ou plusieurs d'entre elles et une ou plusieurs personnes morales de droit privé pour conduire, à l'échelle nationale, régionale ou locale, des actions dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement économique, contribuant à l'étude, à la recherche ou à la formation, ainsi qu'à la réalisation d'actions spécifiques en matière d'aménagement du territoire, de prospection des investissements étrangers ou de développement des massifs de montagne.

Lorsque l'Etat en est membre, le chapitre II de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit est applicable à ces Groupements d'Intérêt Public.

Dans les autres cas, la convention constitutive du Groupement est approuvée par le ou les représentants de l'Etat dans la ou les régions concernées, qui en assurent la publicité. Le Groupement d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire est soumis aux règles de la comptabilité publique. Le comptable public est le trésorier-payeur général du département du siège social du Groupement ou un agent comptable désigné par lui. Le Groupement ne comprend pas de commissaire du Gouvernement.

Les Groupements d'intérêt public de développement local sont transformés en Groupements d'intérêt public d'aménagement et de développement du territoire par décision simple de leur assemblée générale avant le terme fixé par la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat, sous réserve de se conformer aux dispositions du présent article. Cette transformation est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, de contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraire.

Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Article 7

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses. Le cas échéant, il prévoit et autorise les emplois et engagements de dépenses.

Article 18

Dans le poste comptable qu'il dirige, le comptable public est seul chargé :

1° De la tenue de la comptabilité générale ;

- 2° Sous réserve des compétences de l'ordonnateur, de la tenue de la comptabilité budgétaire ;
- 3° De la comptabilisation des valeurs inactives ;
- 4° De la prise en charge des ordres de recouvrer et de payer qui lui sont remis par les ordonnateurs ;
- 5° Du recouvrement des ordres de recouvrer et des créances constatées par un contrat, un titre de propriété ou tout autre titre exécutoire ;
- 6° De l'encaissement des droits au comptant et des recettes liées à l'exécution des ordres de recouvrer ;
- 7° Du paiement des dépenses, soit sur ordre émanant des ordonnateurs, soit au vu des titres présentés par les créanciers, soit de leur propre initiative ;
- 8° De la suite à donner aux oppositions à paiement et autres significations ;
- 9° De la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés aux personnes morales mentionnées à l'article 1er ;
- 10° Du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités ;
- 11° De la conservation des pièces justificatives des opérations transmises par les ordonnateurs et des documents de comptabilité.

Article 19

Le comptable public est tenu d'exercer le contrôle :

1° S'agissant des ordres de recouvrer :

- a) De la régularité de l'autorisation de percevoir la recette ;
- b) Dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer ;

2° S'agissant des ordres de payer :

- a) De la qualité de l'ordonnateur ;
- b) De l'exacte imputation des dépenses au regard des règles relatives à la spécialité des crédits ;
- c) De la disponibilité des crédits ;
- d) De la validité de la dette dans les conditions prévues à l'article 20 ;
- e) Du caractère libératoire du paiement ;

3° S'agissant du patrimoine :

- a) De la conservation des valeurs inactives ;
- b) Des droits, privilèges et hypothèques.

Article 20

Le contrôle des comptes publics sur la validité de la dette porte sur :

- 1° La certification du service fait ;
- 2° L'exactitude de la liquidation ;
- 3° La production des pièces justificatives ;
- 4° L'application des règles de prescription et de déchéance.

Article 25

Le règlement des sommes dues aux personnes mentionnées à l'article 1er est fait par tout moyen ou instrument de paiement prévu par le code monétaire et financier, dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé du budget.

Toutefois, dans les cas prévus par la loi ou le règlement, les redevables peuvent s'acquitter de leur dette par :

- 1° Dation en paiement ;
- 2° Remise de valeurs ;
- 3° Remise de timbres, formules ou fournitures ;
- 4° Exécution de prestations en nature.

Article 26

Tout versement en numéraire donne lieu à la délivrance d'un reçu dont la forme et les conditions de délivrance sont fixées par le ministre chargé du budget ou, le cas échéant, par le ministre intéressé avec l'accord du ministre chargé du budget.

Il n'est pas délivré de reçu lorsque le redevable reçoit en échange de son versement des timbres, formules et, d'une façon générale, une fourniture dont la possession justifie à elle seule le paiement des droits. Il n'est pas non plus délivré de reçu s'il est donné quittance sur un document restitué ou remis au redevable.

Article 32

L'ordonnancement est l'ordre, quelle qu'en soit la forme, donné par l'ordonnateur au comptable de payer une dépense.

Par dérogation à l'article 11, certaines dépenses peuvent, eu égard à leur nature ou à leur montant, selon les besoins propres à chaque catégorie de personnes morales, être payées sans ordonnancement ou avec ordonnancement sans que celui-ci soit préalable au paiement. Le ministre chargé du budget arrête la liste de ces dépenses.

Lorsque les dépenses sont payées sans ordonnancement préalable, l'ordre de payer peut revêtir un caractère périodique dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 34

Le paiement est fait par tout moyen ou instrument de paiement prévu par le code monétaire et financier, dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 35

Les comptables publics ne peuvent procéder à des paiements par voie de consignation des sommes dues sauf :

1° En application des dispositions de l'article 39 ;

2° En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, s'il existe des obstacles au paiement et si l'expropriant entend prendre possession des immeubles expropriés.

Article 39

Lorsqu'un créancier refuse de recevoir le paiement, la procédure d'offres réelles prévue par les articles 1257 à 1264 du code civil est mise en œuvre dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé du budget.

NOTA :

Conformément à l'article 1er du décret n° 2016-1278 du 29 septembre 2016, les références à des dispositions abrogées, modifiées ou déplacées du Livre III du code civil par l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 sont remplacées par les références aux dispositions ayant le même objet, dans leur rédaction résultant de ladite ordonnance.

La procédure d'offres réelles mentionnée aux articles 1257 et 1260 du code civil est remplacée par la procédure mentionnée aux articles 1345 et suivants dudit code.

Article 43

Constituent des opérations de trésorerie les mouvements de numéraire, de valeurs mobilisables, de comptes de dépôts et de comptes courants, ainsi que les opérations intéressant les comptes de créances et de dettes afférents à la trésorerie définies par un arrêté du ministre chargé du budget.

Article 47

Sous réserve des dispositions de l'article 197, les personnes morales mentionnées à l'article 1er sont tenues de déposer leurs fonds au Trésor

Article 54

Les règles comptables propres à chaque catégorie de personnes morales mentionnées à l'article 1er sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 175

Le budget correspond à l'année civile. Les autorisations qu'il prévoit sont annuelles. Il est constitué d'un budget initial et, le cas échéant, de budgets rectificatifs adoptés en cours d'exercice.

Le budget comprend :

- 1° Les autorisations budgétaires constituées des autorisations d'emplois, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes de l'exercice ainsi que du solde budgétaire en résultant ;
- 2° Un tableau présentant l'équilibre financier résultant, d'une part, du solde budgétaire mentionné au 1°, d'autre part, des opérations de trésorerie définies à l'article 196 ;
- 3° Un compte de résultat prévisionnel et un état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés. Ces prévisions sont présentées conformément aux normes établies pour la comptabilité générale, mentionnées à l'article 54.

Lorsque le texte institutif de l'organisme le prévoit, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations prennent la forme de budgets annexes, en complément du budget principal.

Les budgets annexes sont présentés et votés de manière distincte du budget principal, dans les mêmes conditions.

Les modalités d'application du présent article sont définies par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 176

Le budget initial est préparé par l'ordonnateur et adopté par l'organe délibérant dans des délais permettant qu'il soit exécutoire au 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Sauf dérogation prévue par arrêté du ministre chargé du budget, le budget une fois voté est soumis pour approbation aux autorités de tutelle. Dans le cas où aucune décision expresse n'a été notifiée dans le délai d'un mois après sa réception par ces autorités, il est réputé approuvé à l'expiration de ce délai. Ce délai peut être ramené à quinze jours si le texte institutif de l'organisme le prévoit.

Lorsqu'une autorité de tutelle demande par écrit des informations ou documents complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'à la production de ces informations ou documents.

Lorsque le budget n'est pas adopté par l'organe délibérant ou n'a pas été approuvé par les autorités de tutelle à la date d'ouverture de l'exercice, l'ordonnateur peut être autorisé par ces autorités à exécuter temporairement les opérations de recettes ainsi que les opérations de dépenses strictement nécessaires à la continuité des activités de l'organisme.

Les décisions d'approbation ou d'autorisation prévues aux deuxième et quatrième alinéas sont signées, pour les organismes dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé du budget, par les autorités de contrôle mentionnées aux 1° à 3° de l'article 228.

Article 178

Les crédits inscrits au budget sont présentés sous la forme de trois enveloppes regroupant :

- 1° Les dépenses de personnel, qui comprennent :
 - a) Les rémunérations d'activité ;
 - b) Les cotisations et contributions sociales ;
 - c) Les prestations sociales et allocations diverses ;
- 2° Les dépenses de fonctionnement et d'intervention ;
- 3° Les dépenses d'investissement.

Le cas échéant, sur décision de l'organe délibérant, les dépenses d'intervention peuvent faire l'objet d'une enveloppe distincte.

Ces crédits sont limitatifs. En complément des enveloppes mentionnées au premier alinéa, le texte institutif de l'organisme peut prévoir que le budget comprend une enveloppe destinée à des dépenses d'intervention non limitatives. Les crédits sont spécialisés par enveloppe mentionnée ci-dessus. Toutefois, l'ordonnateur peut utiliser en cours d'exercice les crédits non utilisés de l'enveloppe des dépenses de personnel pour abonder les autres enveloppes de dépenses. Ces mouvements de crédits sont soumis à l'avis du contrôleur budgétaire. Le budget ainsi rectifié est présenté lors de la plus prochaine réunion de l'organe délibérant.

Le texte institutif de l'organisme peut prévoir des sous-enveloppes limitatives au sein de chacune de ces enveloppes.

Les crédits sont présentés à titre indicatif par destination.

Le plafond des autorisations d'emplois est limitatif. Au sein de ce plafond, sont identifiées, le cas échéant, les autorisations d'emplois prévues en loi de finances.

Dans le cas où un budget annexe est prévu, les modalités relatives à la limitativité et à la fongibilité des crédits sont les mêmes que celles prévues pour le budget principal. Aucun mouvement de crédits ne peut être effectué par l'ordonnateur entre le budget principal et un budget annexe.

Article 186

L'ordonnateur principal et, le cas échéant, un ou des ordonnateurs secondaires sont désignés par le texte institutif de l'organisme.

Les ordonnateurs informent l'organe délibérant des délégations qu'ils accordent en application de l'article 10.

Article 187

Les conventions ayant pour objet de procurer à l'organisme des recettes relèvent de la compétence de l'ordonnateur. Toutefois, une décision de l'organe délibérant est nécessaire lorsque la recette excède un certain montant ou, le cas échéant, lorsque la convention excède une certaine durée dans les cas suivants :

- 1° Aliénation de biens immobiliers ;
 - 2° Acceptation de dons et legs faits sans charge, condition ou affectation immobilière ;
 - 3° Baux et locations d'immeubles ;
 - 4° Vente d'objets mobiliers ;
 - 5° Le cas échéant, autres conventions prévues par le statut des organismes.
- Le montant et la durée mentionnés au premier alinéa sont fixés par l'organe délibérant.

Article 191

Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, l'agent comptable s'assure, par ses contrôles sur les biens, droits et obligations qui doivent être enregistrés dans les comptes de l'organisme, du respect des principes et des règles de comptabilité générale, ainsi que de la qualité du contrôle interne comptable relatifs aux opérations qui lui sont assignées.

Lorsqu'à l'occasion des contrôles mentionnés ci-dessus l'agent comptable constate une irrégularité, il en informe l'ordonnateur et modifie les écritures irrégulières en comptabilité générale.

Article 192

L'ordre de recouvrer émis dans les conditions prévues à l'article 28 est adressé aux redevables sous pli simple ou, le cas échéant, par voie électronique, soit par l'ordonnateur, soit par l'agent comptable.

Tout ordre de recouvrer donne lieu à une phase de recouvrement amiable. En cas d'échec du recouvrement amiable, il appartient à l'agent comptable de décider l'engagement d'une procédure de recouvrement contentieux.

L'exécution forcée par l'agent comptable peut, à tout moment, être suspendue sur ordre écrit de l'ordonnateur.

Article 193

Sur délibération de l'organe délibérant prise après avis de l'agent comptable, les créances de l'organisme peuvent faire l'objet :

- 1° D'une remise gracieuse sur la somme en principal en cas de gêne ou d'indigence ;
- 2° D'une remise gracieuse des majorations et des intérêts ;
- 3° D'une admission en non-valeur, lorsque la créance est irrécouvrable ;
- 4° De rabais, remises, ristournes accordés à des fins commerciales.

Par dérogation au premier alinéa, lorsque la dette concerne l'agent comptable, son avis n'est pas requis.

Dans la limite d'un seuil fixé par l'organe délibérant, celui-ci peut déléguer à l'ordonnateur son pouvoir de décision.

Article 195

Lorsque l'ordonnateur a requis l'agent comptable de payer en application de l'article 38, celui-ci défère à la réquisition et en informe le ministre chargé du budget. Ce dernier transmet l'ordre de réquisition au juge des comptes.

Toutefois, l'agent comptable ne peut déférer à l'ordre de réquisition lorsque la suspension de paiement est motivée par :

- 1° L'indisponibilité des crédits ;
- 2° L'absence de justification du service fait ;
- 3° Le caractère non libératoire du règlement ;
- 4° Le refus de visa du contrôleur budgétaire dès lors qu'il n'a pas fait l'objet d'une autorisation du ministre chargé du budget de passer outre ;
- 5° Le manque de fonds disponibles.

Dans ces cas, l'agent comptable informe le ministre chargé du budget.

Article 196

Les opérations de trésorerie sont :

- 1° Le mouvement des disponibilités de l'organisme ;
- 2° L'escompte et l'encaissement des effets de toute nature émis au profit de l'organisme ;
- 3° La gestion des fonds au nom et pour le compte de tiers ;
- 4° L'émission, la conversion, la gestion et le remboursement des emprunts et autres dettes de l'organisme.

Article 197

I. - Sur autorisation délivrée par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du budget et par dérogation à l'article 47, les organismes peuvent

- 1° Déposer leurs fonds à la Banque de France dans les conditions prévues par l'article L. 141-8 du code monétaire et financier ;
- 2° Déposer leur fonds dans un établissement de crédit ;
- 3° Lorsqu'elles reçoivent des libéralités sous forme de valeurs mobilières, continuer à détenir ces valeurs mobilières, au plus tard jusqu'à leur réalisation ou à leur date d'échéance.

II. - Les fonds déposés au Trésor par les organismes ne bénéficient d'aucune rémunération.

Toutefois, sur autorisation expresse des ministres chargés de l'économie et du budget, ou s'agissant des fonds libres provenant de libéralités ou d'aliénation d'éléments du patrimoine, ces dépôts peuvent être placés :

- 1° Sur un ou plusieurs comptes à terme ouverts auprès du Trésor ;
- 2° Sur un compte de placement rémunéré ouvert auprès du Trésor ;
- 3° En titres libellés en euros, détenus directement, émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Les modalités de fonctionnement du compte à terme et du compte de placement rémunéré sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget.

III. - Les autorisations ministérielles délivrées en application du I et du II sont valables pour une durée maximale de trois ans.

Article 201

La comptabilité générale des organismes est tenue par les agents comptables conformément aux règles fixées par l'arrêté prévu à l'article 54.

Article 202

Les états financiers annuels retracent les opérations enregistrées dans la comptabilité générale de l'organisme. Ils sont présentés dans les formes et conditions prévues par l'article 54. Ils donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière des organismes. Ils comprennent un bilan, un compte de résultat et l'annexe des comptes

annuels. D'autres documents peuvent être prévus par arrêté du ministre chargé du budget, dans les conditions mentionnées à l'article 136 de la loi du 28 décembre 2001.

Ces états financiers peuvent être soumis à certification.

Article 203

Lorsque l'organisme est tenu de présenter des comptes consolidés ou combinés, ces comptes sont élaborés par l'agent comptable en liaison avec l'ordonnateur.

Article 205

La comptabilisation des recettes et des dépenses budgétaires obéit aux principes suivants :

- 1° Les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées ;
- 2° Les dépenses consomment les crédits de paiement du budget de l'année au cours de laquelle elles sont payées.

Article 209

L'ordonnateur est chargé, le cas échéant, de la comptabilité analytique. Il peut en confier la tenue à l'agent comptable.

Les principes régissant la comptabilité analytique sont fixés par arrêté du ministre chargé du budget. Les modalités d'élaboration de cette comptabilité sont définies par l'organe délibérant sur proposition de l'ordonnateur, dans le respect de ces principes.

L'agent comptable veille à la cohérence de la comptabilité analytique avec la comptabilité budgétaire et générale de l'organisme. En cas de difficulté, il informe l'ordonnateur et, le cas échéant, l'organe délibérant.

Article 211

Le compte financier comprend :

- 1° Les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 et leur exécution ;
- 2° Le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175, tel qu'exécuté ;
- 3° Les états financiers annuels prévus à l'article 202 ;
- 4° La balance des valeurs inactives.

Un arrêté du ministre chargé du budget précise le contenu et les modalités de présentation de ces documents.

Article 214

L'agent comptable met à la disposition du juge des comptes au plus tard quarante-cinq jours après l'arrêt du compte financier par l'organe délibérant :

- 1° Le compte financier ainsi que, le cas échéant, les observations de l'agent comptable mentionnées à l'article 212 ;
- 2° Le rapport de gestion mentionné à l'article 212 ;
- 3° Les délibérations relatives au budget initial et, le cas échéant, aux budgets rectificatifs, et au compte financier ;
- 4° Les pièces relatives aux décisions de réquisition en application de l'article 195.

A défaut de délibération de l'organe délibérant arrêtant le compte financier, ce document est mis à la disposition du juge des comptes, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, dans l'état où il a été visé par l'ordonnateur.

Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Article 42

Le marché public est passé, dans les conditions et selon les modalités fixées par voie réglementaire :

- 1° Lorsque la valeur estimée hors taxe du besoin est égale ou supérieure aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française, selon l'une des procédures formalisées suivantes :
 - a) La procédure d'appel d'offres, ouvert ou restreint, par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats ;
 - b) La procédure concurrentielle avec négociation, par laquelle un pouvoir adjudicateur négocie les conditions du marché public avec un ou plusieurs opérateurs économiques ;

- c) La procédure négociée avec mise en concurrence préalable, par laquelle une entité adjudicatrice négocie les conditions du marché public avec un ou plusieurs opérateurs économiques ;
- d) La procédure de dialogue compétitif dans laquelle l'acheteur dialogue avec les candidats admis à participer à la procédure en vue de définir ou développer les solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base desquelles ces candidats sont invités à remettre une offre ;
- 2° Selon une procédure adaptée, dont les modalités sont déterminées par l'acheteur dans le respect des principes mentionnés à l'article 1er, lorsque la valeur estimée hors taxe du besoin est inférieure aux seuils mentionnés au 1° du présent article ou en fonction de l'objet de ce marché ;
- 3° Selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Arrêté du 6 juin 2016

Article 1

Les dépenses listées dans le présent arrêté sont celles dont le paiement intervient avant l'exécution du service. Ces dépenses sont effectuées par les agents comptables des organismes publics nationaux soumis au titre III du décret du 7 novembre 2012 susvisé

Article 2

Les dépenses listées ci-après peuvent être payées avant la réalisation du service fait :

- les locations ;
- les abonnements et consommations de fluides et d'énergie non stockés ;
- les abonnements à des ouvrages, journaux ou publications, y compris d'annonces légales, quel qu'en soit le support ;
- les abonnements et consommations de services de communications électroniques tels que la téléphonie, le transport de données ou encore les services audiovisuels ;
- les abonnements et consommations de péages autoroutiers ;
- les abonnements et consommation de services de " cloud " ;
- les abonnements et consommation de services de reprographie ;
- les abonnements à la délivrance de données périodiques ;
- les redevances diverses à paiement périodique tels que les brevets et les droits d'usage de logiciels ;
- les droits d'inscription à des colloques, formations et événements assimilés ;
- les arrhes dans le cadre de l'organisation de colloques, formations et événements assimilés ;
- les contrats de maintenance ;
- les acquisitions de chèques-vacances, chèques-déjeuner, chèques emploi-service universel et autres titres spéciaux de paiement ;
- les avances sur frais de déplacements en application de l'article 3 du décret du 3 juillet 2006 susvisé ;
- les avances dans le cadre de marchés publics ;
- les avances sur traitement pour les personnels travaillant au sein d'organismes situés dans les départements d'outre-mer, dans les collectivités d'outre-mer en application des articles 144 à 147 du décret du 2 mars 1910 susvisé, à l'étranger en application des articles 32 et 33 du décret du 28 mars 1967 susvisé, et les avances allouées aux volontaires civils affectés à l'étranger par application des dispositions de l'article 1er du décret du 13 février 2002 susvisé ;
- les avances sur salaire pour les personnels de droit privé travaillant au sein des établissements publics à caractère industriel et commercial en application de l'article L. 3521-3 du code du travail ou au sein de certains établissements publics administratifs lorsque leur texte institutif le prévoit ;
- les prestations de voyage ;
- les fournitures auprès de prestataires étrangers lorsque le contrat le prévoit ;
- l'acquisition d'un bien par voie de préemption ou dans les conditions définies à l'article L. 211-5 du code de l'urbanisme ;
- les cotisations d'assurance ;
- les droits iconographiques pour l'achat de droits photographiques ;
- l'achat dans le cadre d'une vente par adjudication.

Article 3

Sont également payés avant la réalisation du service fait les achats de biens et de services effectués sur internet conduisant à une livraison ultérieure.

Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la partie réglementaire du code de la commande publique

Article 16

Les dispositions du présent décret s'appliquent :

1° Aux marchés publics pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel à la concurrence a été envoyé à la publication depuis le 1er avril 2019. Elles ne s'appliquent pas aux marchés publics passés sur le fondement d'un accord-cadre ou dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique lorsque la procédure en vue de la passation de cet accord ou de la mise en place de ce système d'acquisition dynamique a été engagée avant cette date ;

2° Aux contrats de concession pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis de concession a été envoyé à la publication depuis le 1er avril 2019.

Les dispositions des articles R. 2191-35, R. 3114-4 et des sections 2 intitulées « Délais de paiement », respectivement du chapitre II du titre IX du livre Ier de la deuxième partie et du chapitre III du titre III du livre Ier de la troisième partie du code de la commande publique s'appliquent aux contrats conclus à compter du 16 mars 2013 pour les créances dont le délai de paiement a commencé à courir à compter de la date d'entrée en vigueur de ce décret.

Décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies

Article 1

Le présent décret fixe les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances instituées auprès des personnes morales de droit public mentionnées aux 1°, 4° et 6° de l'article 1er du décret du 7 novembre 2012 susvisé, à l'exception des services de l'Etat situés à l'étranger.

Pour l'application du présent décret, on entend par comptable public assignataire le comptable public pour le compte duquel le régisseur effectue les opérations d'encaissement ou de paiement.

Article 2

I. - Dans les limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre intéressé, les régies mentionnées à l'article 1er sont créées :

1° Par arrêté ministériel, après avis conforme du comptable public assignataire ;

2° Par arrêté du préfet, après avis conforme du comptable public assignataire ;

3° Par arrêté du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française, après avis conforme du comptable public assignataire ;

4° Par décision d'un ordonnateur secondaire autre que le préfet, pour les services ne relevant pas de l'autorité de ce dernier, après avis conforme du comptable public assignataire ;

5° Par décision de l'ordonnateur de l'organisme soumis au titre III du décret du 7 novembre 2012 susvisé, après avis conforme de l'agent comptable.

II. - A défaut de l'arrêté conjoint prévu au I, les régies mentionnées à l'article 1er sont créées par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre intéressé, après avis du comptable public assignataire.

III. - Dans les limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du vice-président du Conseil d'Etat, les régies mentionnées à l'article 1er sont créées auprès du Conseil d'Etat et auprès des cours administratives d'appel, des tribunaux administratifs et de la Cour nationale du droit d'asile par arrêté du vice-président du Conseil d'Etat, après avis du comptable public assignataire.

IV. - Dans les limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du premier président de la Cour des comptes, les régies mentionnées à l'article 1er sont créées auprès de la Cour des comptes et auprès des chambres régionales et territoriales des comptes par arrêté du premier président de la Cour des comptes, après avis du comptable public assignataire.

Article 3

Le régisseur est nommé par arrêté ou décision de l'ordonnateur du service de l'Etat ou de l'organisme public, après agrément du comptable public assignataire.

Le régisseur est une personne physique.

Les fonctions de régisseur ne peuvent pas être assurées par un agent ayant la qualité d'ordonnateur ou disposant d'une délégation à cet effet, sauf dérogation fixée par arrêté du ministre chargé du budget pour les organismes soumis au titre III du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Article 4

Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement dans les conditions prévues par le décret du 5 mars 2008 susvisé.

Avant d'entrer en fonctions, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé du budget. Toutefois, les régisseurs en sont dispensés lorsque le montant des sommes maniées n'excède pas les seuils fixés par arrêté du ministre chargé du budget.

Le régisseur d'une régie temporaire créée pour une période n'excédant pas six mois ou pour une opération particulière peut être dispensé de constituer un cautionnement par l'ordonnateur, sur avis conforme du comptable public assignataire.

Une remise de service est obligatoire entre le régisseur sortant et le régisseur entrant dans des conditions précisées par arrêté du ministre chargé du budget. Le régisseur entrant et le régisseur sortant peuvent donner mandat pour se faire représenter lors de la remise de service.

Tout manquement aux obligations qui précèdent entraîne la cessation immédiate du fonctionnement de la régie. Le régisseur peut percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique. Cette indemnité n'est pas cumulable avec l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise prévue par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat pour les corps de fonctionnaires qui bénéficient de ces dispositions.

Article 5

Le régisseur ayant cessé ses fonctions peut, sur demande adressée au comptable public assignataire, obtenir un certificat de libération du cautionnement. Ce certificat ne peut être délivré au régisseur que :

1° S'il a versé au comptable public assignataire la totalité des recettes encaissées par ses soins et n'a pas été constitué en débet, s'agissant d'une régie de recettes ;

2° S'il a justifié de l'emploi de l'intégralité des avances mises à sa disposition, si le comptable public assignataire a admis ses justifications et si le régisseur n'a pas été constitué en débet, s'agissant d'une régie d'avances ;

3° S'il a satisfait à l'ensemble des conditions précédentes, s'agissant d'une régie de recettes et d'avances.

Le comptable public assignataire dispose d'un délai de six mois pour se prononcer sur cette demande. Passé ce délai, il ne peut refuser le certificat que s'il demande à l'autorité qualifiée la mise en débet du régisseur.

Le certificat de libération du cautionnement est accordé au régisseur dès l'apurement du débet.

Article 6

I. - Sauf dérogation du ministre chargé du budget, le régisseur est assisté d'un mandataire suppléant afin d'assurer son remplacement pour l'ensemble des opérations de la régie et pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

II. - Le mandataire suppléant est nommé dans les mêmes conditions que le régisseur.

Il est responsable personnellement et pécuniairement des opérations réalisées durant la période de remplacement du régisseur. Une remise de service est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service.

Il peut percevoir une indemnité de responsabilité au prorata de ses jours d'activité.

Il est dispensé de cautionnement.

II. - Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose.

Le recours à des mandataires doit être prévu dans l'acte constitutif de la régie.

Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur. Ils sont chargés d'effectuer les opérations qui leur sont confiées par mandat par le régisseur. Le comptable public assignataire est destinataire d'une

copie des mandats délivrés.

Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement des opérations réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

Les mandataires ne perçoivent pas d'indemnité de responsabilité.

Ils sont dispensés de cautionnement.

III. - Un régisseur intérimaire doit être nommé en cas de cessation des fonctions du régisseur dans l'attente de la nomination d'un nouveau régisseur, ou en cas d'absence ou d'empêchement du régisseur pour une durée supérieure à 2 mois.

L'intérim des fonctions de régisseur ne peut excéder une période de six mois, renouvelable une fois. A l'issue de cette période, il appartient à l'ordonnateur de désigner un régisseur, après agrément du comptable public assignataire.

Le régisseur intérimaire est nommé dans les mêmes conditions que le régisseur.

Il est personnellement et pécuniairement responsable de ses opérations dans les mêmes conditions que le régisseur.

Il peut percevoir une indemnité de responsabilité.

Il doit constituer un cautionnement dans les mêmes conditions que le régisseur.

Article 7

La nature des recettes à encaisser est fixée par l'acte constitutif de la régie.

Sauf dérogation accordée par le ministre chargé du budget, les impôts, taxes et redevances prévus au code général des impôts, au code des douanes et au code général de la propriété des personnes publiques ne peuvent être encaissés par l'intermédiaire d'une régie.

Article 8

Les régisseurs de recettes encaissent les recettes réglées par les redevables dans les mêmes conditions que les comptables publics.

Le seuil fixé à l'article 1680 du code général des impôts susvisé est applicable aux recettes perçues en espèces par les régisseurs de recettes.

Les régisseurs de recettes sont autorisés à disposer d'un fonds de caisse permanent en espèces dont le montant est fixé par l'acte constitutif de la régie.

Les règles relatives à la limitation des encaisses des régisseurs et à la périodicité des dégagements de monnaie fiduciaire sont définies dans les conditions fixées à l'article 138 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Les chèques sont remis à l'encaissement au plus tard le lendemain de leur réception. A titre exceptionnel et lorsque l'activité de la régie l'impose, l'acte constitutif de la régie peut prévoir un délai de remise plus long, dans la limite de huit jours à compter de la date de réception des chèques par le régisseur, après accord du comptable public assignataire.

La liste des moyens ou instruments de paiement est définie dans les conditions fixées à l'article 25 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Article 9

Les régisseurs justifient et reversent les recettes encaissées par leurs soins au comptable public assignataire au minimum une fois par mois.

Article 10

Sauf dérogation accordée par le ministre chargé du budget, peuvent seuls être payés par l'intermédiaire d'une régie :

1° Dans la limite d'un montant fixé par arrêté du ministre chargé du budget, les dépenses non immobilisées de matériel et de fonctionnement non comprises dans un marché public passé selon une procédure formalisée ;

- 2° La rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ du paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations ;
- 3° Les secours urgents et exceptionnels ;
- 4° Les frais de déplacements temporaires, y compris les avances sur ces frais ;
- 5° Dans la limite d'un montant fixé par arrêté du ministre chargé du budget, les dépenses d'intervention et les subventions.

Article 11

Il est mis à la disposition de chaque régisseur une avance dont le montant, fixé par l'acte constitutif de la régie d'avances et, le cas échéant, révisé dans la même forme, est au maximum égal au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur, sauf dérogation fixée par arrêté du ministre chargé du budget pour les organismes soumis au titre III du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

L'avance est versée par le comptable public assignataire sur demande du régisseur visée par l'ordonnateur.

Article 12

La liste des moyens ou instruments de paiement est définie dans les conditions fixées à l'article 34 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Article 13

Le régisseur remet les pièces justificatives des dépenses payées par ses soins, selon la périodicité fixée par l'acte constitutif de la régie et au minimum une fois par mois, à l'ordonnateur pour transmission au comptable public assignataire. L'acte constitutif peut prévoir une transmission directe de ces pièces au comptable public assignataire.

L'ordonnancement intervient pour le montant des dépenses reconnues régulières.

Article 14

Sauf dérogation accordée par le ministre chargé du budget, les régisseurs doivent ouvrir un compte de dépôt de fonds au Trésor.

Article 15

I. - Les régisseurs doivent tenir une comptabilité générale dont la forme est fixée par le ministre chargé du budget et, le cas échéant, par le ou les ministres concernés. Cette comptabilité fait apparaître et permet de justifier à tout moment.

II. 1° Pour les régies de recettes, la situation de leurs disponibilités et la ventilation des recettes encaissées ;
2° Pour les régies d'avances, la situation de l'avance reçue, des dépenses réalisées et de leurs disponibilités ;
3° Pour les régies de recettes et d'avances, la situation de l'avance reçue, des dépenses réalisées, de leurs disponibilités et la ventilation des recettes encaissées, ainsi qu'en fin d'exercice, les charges et les produits à rattacher à l'exercice.

II. - Les régisseurs qui détiennent des valeurs, dont la nature est mentionnée dans l'acte constitutif de la régie, doivent assurer leur conservation, leur maniement ainsi que leur comptabilisation, conformément aux articles 55 et 60 du décret du 7 novembre 2012 susvisé et à l'article 1er du décret du 5 mars 2008 susvisé.

III. - Les régisseurs s'assurent, conformément au cadre de référence du contrôle interne comptable prévu aux articles 170 et 215 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, de la qualité des opérations qui leur incombent au regard des dispositions de l'article 57 du même décret et de l'établissement des documents transmis aux comptables publics assignataires pour la tenue de la comptabilité générale.

Article 16

Les régisseurs sont soumis aux contrôles du comptable public assignataire et de l'ordonnateur ou de son délégué, auprès desquels ils sont placés.

Les régisseurs sont également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire, ou encore l'ordonnateur ou son délégué, auprès desquels ils sont placés.